



COMPTE RENDU Natura 2000

Réunion du Comité de Pilotage Natura 2000 site « Le Lez » Du 10 juin 2011

Ordre du jour

- Introduction de la réunion service de l'Etat / DDTM
- Présentation de la démarche Natura 2000 par la DDTM
- Désignation du président du comité de pilotage et de la structure porteuse parmi les élus du site ;
- Intervention du ou de la président(e) désigné(e)
- Intervention de la structure porteuse de la démarche
- Présentation du diagnostic écologique réalisé par le Cabinet Barbanson Environnement
- Calendrier prévisionnel de réalisation du document d'objectifs du site
- Questions diverses.

Feuille de présence

Collège des collectivités territoriales et de leurs groupements

Conseil régional Languedoc Roussillon..... non représenté - excusé
Conseil général de l'Hérault représenté par Mme Monique Pétard, Vice-présidente,
déléguée à l'environnement, au développement durable
et à l'Agenda 21
Commune de Castelneau le Lez..... non représentée
Commune de Clapiers..... représentée par M. Gilles Duteau, conseiller municipal
Commune des Matelles..... représentée par M. Alain Barbe, Maire
Commune de Montferrier sur Lez.....représentée par M. Michel Fraysse, Maire
Commune de Montpellier.....non représentée
Commune de Prades le Lez non représentée
Commune de Saint Clément de Rivière.....représentée par M. Alphonse Cacciaguerra, Maire
Communauté d'agglomération de
Montpellier.....représentée par M. Christophe Morales, Vice-président
Communauté de Communes.....non représentée - excusée
du Grand Pic Saint Loup
Syndicat Intercommunal d'alimentation
en eau potable du Pic Saint-Loup.....non représenté
Syndicat du Bassin du Lez (Syble).....représenté par M. Alain Guilbot Vice-président
Syndicat du SCOT du Pic Saint-Loup.....non représenté

Collège des usagers

Maison départementale de l'environnement..représentée par Mme Natacha Nion, directrice
Chambre d'Agriculture de l'Hérault.....non représentée
Commission Locale de l'Eau du SAGE
Lez Mosson Etangs Palavasiens.....représentée par Monique Pétard, Présidente
Société BRL Exploitation.....non représentée - excusée
Société VEOLIA Eau.....représentée par M. Patrick Journet
Coopérative d'électricité de
Saint-Martin de Londres.....non représentée
Fédération de l'Hérault pour la
Pêche et la Protection du Milieu Aquatique...représentée par M. Paul Pradez
Fédération départementale des chasseurs

de l'Hérault.....représentée par M. Bernard Ganibenc
 Base de canoë-kayak du MUC..... représentée par M.Michel Pitman
 Montpellier Canoë-Kayak Eaux vives..... représenté par M.Michel Pitman
 Association « Les Ecologistes de l'Euzière »...représentée par M.Thibault Suisse
 Conservatoire des Espaces Naturels
 du Languedoc Roussillon.....non représenté
 Association « SOS Lez Environnement »..... représentée par M. Henri Bracco et M. Alain Bertrand
 Ensa Montpellier.....représenté par Me.Lhardit-Gonski. Service Patrimoine et
 Architecture - Supagro
 Groupement Foncier Agricole
 Saint Sauveur du Pin.....représenté par M. Xavier Perret du Cray, gérant
 Vergers de Saint Clément.....non représentés
 Association Sauvegarde des berges du Lez..représentée par M. Gérard Rocquelin
 Fédération des caves coopératives
 de l'Héraultnon représentée
 Comité départemental du tourisme
 de l'Héraultnon représenté
 Comités départementaux de sport
 de pleine nature.....représentés par M.Michel Pitman
 Comité départemental de canoë-kayak.....représenté par M.Michel Pitman
 Comité départemental de randonnée
 Pédestre.....représenté par M.Michel Pitman

Collège des services et des établissements publics de l'Etat (consultatif)

Préfecture de l'Hérault.....représentée par Mme Florence Barthélémy, Chef du
 Service Economie Agricole Forêt et Gestion des Espaces
 Naturels à la Direction des Territoires et de la Mer de
 l'Hérault (DDTM 34)
 Direction régionale de l'Environnement
 de l'Aménagement et du Logement (DREAL)représentée par Mme. Nabila Hamza
 Agence régionale de Santé (ARS)..... non représentée
 Direction départementale des Territoires
 et de la Mer de l'Hérault (DDTM).....représentée par M. Fabien Brochiero, chef d'unité Forêt
 Biodiversité, chasse
 Direction départementale de la Protection
 des Populations de l'Hérault (DDPP).....non représentée
 Direction départementale de la Cohésion
 Sociale de l'Hérault (DDCS).....non représentée
 Agence de l'Eau RMC non représentée - excusée
 Office National de l'Eau et des Milieux
 Aquatiques (ONEMA).....non représenté - excusé
 Office National de la chasse et de
 la faune sauvage (ONCFS).....non représenté

Autres participants

Cabinet Barbanson Environnement..... M. Bruno Barbanson et Mme Emilie Clignet
 Aqua-LogiqM. Laurent Brosse
 Communauté de commune du Grand
 Pic Saint LoupM. Thierry Alignan, Technicien
 Hérault SportM. Yves Martinez
 Service activités et sport de pleine nature
 Département de l'HéraultM. Bernard Wouts
 Syndicat du bassin Lez Mosson Etangs.....Mme Géraldine Vacquier, Directrice
 Montpellier agglomérationMme Emilie Salles
 Direction de l'environnement du
 Département de l'Hérault..... M. Christian Cammal ; M. Vincent Sablain

discours introductifs

Madame Monique Pétard, accueille les participants réunis à la Maison départementale de l'environnement pour le lancement de la démarche Natura 2000 sur le site du Lez.

Elle cède ensuite la parole à Madame Florence Barthélemy, Chef du Service Economie Agricole Forêt et Gestion des Espaces Naturels à la Direction des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34) représentant le Préfet de région, Préfet de Département, qui introduit la séance et assurera la présidence de la réunion jusqu'à la désignation du président du Comité de Pilotage.

Florence Barthélemy remercie les participants pour leur présence, précise l'ordre du jour et procède à l'appel.

Elle rappelle que le président du comité de pilotage sera élu par et au sein du collège des collectivités territoriales et de leurs groupements.

M. Fabien Brochiero, chef d'unité Forêt, Biodiversité, Chasse à la DDTM 34, précise que le quorum est atteint avec 7 élus représentés sur les 14 du collège des collectivités territoriales et de leurs groupements.

1 - Présentation de la démarche Natura 2000 par Laurence Vernisse, chargée de mission Natura 2000 au sein de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 34 (voir document joint en annexe).

Cette démarche répond à deux objectifs :

- la création d'un réseau écologique européen pour le maintien de la diversité biologique des milieux et des espèces animales et végétales,
- la conciliation des exigences écologiques des habitats naturels avec les activités économiques, sociales, culturelles.

La constitution du Réseau Natura 2000 a pour fondements deux directives :

- la « directive oiseau d'avril » 1979,
- la « directive habitat faune et flore » de mai 1992.

La mise en œuvre de Natura 2000 en France est basée sur la concertation et la contractualisation.

Elle s'appuie sur la constitution d'un comité de pilotage et sur la structure maître d'ouvrage, cheville ouvrière de l'élaboration du Document d'Objectifs (DOCOB).

Le DOCOB, rédigé pour chaque site, inclut les mesures de gestion concertées pour maintenir ou restaurer les habitats naturels et les habitats d'espèces dont la présence a justifié la désignation du site.

L'élaboration du DOCOB comprend trois phases :

- le diagnostic écologique (inventaires, état de conservation, cartographie) et socio-économique (inventaire et description des activités humaines sur le site),
- la détermination des enjeux et des objectifs de gestion,
- la déclinaison des mesures de gestion (outils de contractualisation, ...).

La mise en œuvre de Natura 2000 fait intervenir deux types de mesures :

- des mesures contractuelles destinées à conserver dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et espèces qui ont justifié leur délimitation,
- des mesures de prévention appropriées pour éviter la détérioration de ces habitats naturels et les perturbations significatives des espèces.

La gestion contractuelle utilise deux types d'outils, basés sur le volontariat :

- les contrats :

Pour la gestion des sites Natura 2000, l'approche française de la « directive Habitats » préconise le recours à la contractualisation plutôt qu'à la réglementation ou la répression. Elle prévoit ainsi la possibilité pour les opérateurs techniques de mettre en place des contrats Natura 2000 avec les différents acteurs (agriculteurs, propriétaires, chasseurs, forestiers, associations, etc.) du site.

Ces contrats peuvent être financés par l'État et l'Europe

- la charte Natura 2000 :

Spécifique à chaque site, la charte Natura 2000 décrit les bonnes pratiques agro-environnementales auxquelles les propriétaires peuvent souscrire, sans les contraindre trop fortement. Cet engagement ouvre droit à exonération de taxe foncière sur les terrains non bâtis. Le signataire de la charte peut s'engager sur cinq ou dix ans, indépendamment ou en plus d'un contrat Natura 2000.

Une circulaire interministérielle du 30 avril 2007 précise le contenu de la charte Natura 2000, les modalités de son élaboration dans le cadre du DOCOB et la procédure d'adhésion à la charte

2 - Présentation du régime d'évaluation des incidences de Natura 2000 par Fabien Brochierro, chef d'unité Forêt, Biodiversité, chasse à la DDTM 34 (voir document joint en annexe).

Le principe est de faire en sorte que ce qui est protégé via les contrats et la charte Natura 2000, ne soit pas remis en cause par des projets ou manifestations pouvant impacter le site.

Ce régime s'applique aux documents de planification, programmes ou projets et manifestations soumis à autorisation, déclaration ou approbation administrative, qu'elles soient situées à l'intérieur ou à proximité immédiate du périmètre du site Natura 2000.

3 - Désignation du président du comité de pilotage

M. Fabien Brochierro rappelle le cadre dans lequel s'inscrit l'élection du président du comité de pilotage (voir document joint en annexe).

La loi relative au développement des territoires ruraux dite loi DTR de 2005, a permis une plus grande implication des collectivités territoriales et des élus au sein des démarches Natura 2000 locales en transférant la maîtrise d'ouvrage aux collectivités territoriales ou leurs groupements afin de les responsabiliser et de les impliquer. Dès lors, il est prévu que les élus président le Comité de Pilotage et choisissent la collectivité maître d'ouvrage de l'élaboration et du suivi du Document d'Objectifs ; l'État n'étant désormais associé au Comité de Pilotage qu'à titre consultatif.

Cette désignation intervient lors du premier comité de pilotage et ce, par souci de transparence. Pour procéder à l'élection du Président du Comité de Pilotage il faut atteindre le quorum. Cette règle n'est pas formellement écrite, mais émane de consignes du Ministère de l'Agriculture.

Le président est élu pour la durée de l'élaboration du DOCOB, soit environ deux ans et quatre réunions du comité de pilotage. Le COPIL peut s'appuyer sur des groupes de travail géographiques ou thématiques qui vont contribuer à définir de façon plus précise certains éléments du diagnostic ou des mesures de gestion.

Dans l'Hérault, 58 % des communes sont concernées par Natura 2000 soit 30 % du territoire.

A l'issue de ces rappels, Mme Barthélémy souhaite connaître les membres du collège des élus désirant se porter candidats.

Mme Monique Pétard, Vice-présidente du Conseil Général de l'Hérault, déléguée à l'environnement, au développement durable et à l'Agenda 21 déclare sa candidature.

M. Cacciaguerra émet des réserves quant au choix de la date pour la tenue de ce premier COPIL. Une période plus appropriée aurait permis de voir émerger d'autres candidatures notamment de la Communauté de Commune du Grand Pic Saint Loup, dont le territoire est largement concerné par le périmètre du site.

M. Brochierro rappelle que les convocations ont été envoyées il y a plus d'un mois et que les élus de la Communauté de Commune du Grand Pic Saint Loup étant déjà engagés dans la démarche Natura 2000 sur plusieurs sites (ZSC du Pic Saint Loup et ZPS Hautes garrigues du Montpelliérais), ils n'étaient pas intéressés pour porter la démarche.

Aucune autre candidature n'est exprimée.

Mme Pétard, précise les motivations qui l'ont conduite à se porter candidate.

Elle préside la Commission locale de l'Eau du SAGE Lez Mosson Etangs, qui constitue le Parlement local de l'eau et dont les missions sont très voisines de celles d'un COPIL Natura 2000. Il faut construire une culture commune à l'échelle des territoires concernés et partager la connaissance, en associant tous les citoyens intéressés et en assurant un large porter à connaissance

Le Conseil général est engagé depuis 20 ans dans ce type de démarche, dans le cadre de sa politique des ENS, espaces naturels sensibles protégés et ouverts aux publics.

Il s'agit donc de rechercher un équilibre pour protéger tout en maintenant accessibles les zones riches en biodiversité. Cette politique est aujourd'hui au cœur des choix du Département avec la mise en place d'un schéma départemental de la biodiversité.

Forte de cette expérience, Mme Pétard souhaite présider le Comité de pilotage sur un principe de réalité et de pragmatisme, notamment sur la question de l'évaluation des incidences qui suscite de nombreux débats, particulièrement en ce qui concerne l'organisation de manifestations culturelles ou sportives.

M. Cacciaguerra apporte son soutien à la candidature de Mme Pétard et précise que sa remarque précédente était motivée par le fait que, depuis plus de dix ans, les élus demandent le soutien du débit à l'étiage de façon à protéger le chabot du Lez, espèce endémique. Il espère que ce soutien à l'étiage ne se traduira pas par une moyenne sur l'année, mais que l'eau sera restituée durant les périodes d'été.

Mme Pétard, précise que la révision du SAGE est en cours et que la question du débit d'étiage sera un sujet essentiel à prendre en compte.

M. Morales, représentant l'agglomération de Montpellier, apporte son soutien à Mme Pétard, rappelle que plus de 70 % de la surface du site est dans l'agglomération de Montpellier. Il précise que la source du Lez est une ressource essentielle pour les habitants de Montpellier et que l'agglomération souhaite s'associer à la concertation. Il note qu'une étude mentionne un chiffre de 300 l/s pour le débit réservé du Lez et rappelle que ce débit réservé est encadré par une DUP précisant 168 l/s. Cette DUP dépasse largement le périmètre Natura 2000, il est donc essentiel d'associer l'agglomération de Montpellier à la concertation.

M. Brosse précise que le chiffre de 300 l/s émane de l'étude réalisée par Aqualogic. Les 168 l/s actuels sont estimés insuffisants pour garantir la qualité hydrologique du cours d'eau.

Mme Barthélemy propose de reporter ce débat à la présentation des enjeux écologiques et de procéder au vote pour l'élection du candidat.

Mme Pétard est élue à l'unanimité Présidente du Comité de Pilotage du site Natura 2000 « Le Lez ».

3 - Election de la structure porteuse

Mme Barthélemy précise que la structure porteuse doit être une collectivité ou un groupement de collectivités. La structure porteuse ou opérateur Natura 2000, aura notamment à sa charge le secrétariat et l'animation du Comité de Pilotage, la coordination, l'animation des travaux et la réalisation d'études externes nécessaires pour l'élaboration du Document d'Objectifs, l'animation des groupes de travail garantissant la mise en oeuvre d'une réelle procédure de concertation, la mise en forme, l'évaluation et la mise à jour des éléments du Document d'Objectifs validés à chaque réunion par le Comité de Pilotage.

Mme Pétard précise que le Conseil général de l'Hérault se porte candidat et qu'il a délibéré dans ce sens le 23 mai 2011.

Aucune autre structure ne se portant candidate et aucune opposition n'étant formulée, le Département de l'Hérault est désigné pour être structure porteuse.

Mme Barthélemy cède la présidence à Mme Monique Pétard.

Mme Pétard remercie les membres de l'assemblée pour leur confiance. Elle précise pourquoi le Conseil général de l'Hérault s'est porté volontaire pour porter ce projet.

Le territoire héraultais se classe au troisième rang en France en nombre de sites soit, 30 % du territoire.

Le site du Lez est compris pour 10 % de sa surface dans le périmètre du domaine de Restinclières, site classé en Espace Naturel Sensible.

Le Conseil général de l'Hérault, propriétaire de ce domaine, est conscient des richesses biologiques de ce petit fleuve, unique lieu de présence du chabot du Lez, espèce classée comme gravement menacée par l'UICN.

Fort de son expérience sur les questions de biodiversité, le Département a donc souhaité se porter candidat.

Le Département de l'Hérault, en tant qu'opérateur local, s'engage à associer l'ensemble des acteurs dans un souci de concertation.

Mme Pétard précise qu'un budget de 40 000 € a été approuvé par le Département de l'Hérault avec une subvention de l'Etat et de l'Europe s'élevant à 80 % du montant total.

M. Brochiero, rappelle que cette somme s'ajoute aux 35 000 € engagés par les services de l'Etat pour l'élaboration du diagnostic écologique et revient sur l'historique du site Natura 2000 à travers une présentation synthétique :

- 11 décembre 2000 : réunions d'information organisées par les services de l'État à l'attention des communes, EPCI et principales organisations représentatives des acteurs du territoire (agriculteurs, randonneurs,) ;
- Décembre 2000 - janvier 2001: consultation des communes et des EPCI ;
- 12 avril 2001: transmission de la proposition d'inscription du site par le Préfet au Ministère en charge de l'environnement ;
- Novembre 2009 à février 2011 : élaboration du diagnostic écologique sous maîtrise d'ouvrage État ;
- 18 janvier 2011 : présentation de la démarche Natura 2000 sur le site lors de la CLE .

M. Rocquelin, de l'association Sauvegarde des berges du Lez, souhaite savoir pourquoi il y a eu un « trou » de quasiment 10 ans dans la démarche.

M. Brochiero, rappelle qu'il y a eu plusieurs phases de consultation.

L'Europe a sollicité la France pour proposer les sites Natura 2000.

Plusieurs phases de consultation se sont engagées pour la transmission de sites entre 1998 et 2006 afin de constituer le réseau Natura 2000.

Durant cette période, la démarche était portée par les services de l'Etat, à un rythme « lent » du fait de ses faibles effectifs et du peu de sites engagés dans la démarche d'élaboration du DOCOB.

En 2006, un seul DOCOB était validé et 5 lancés, alors qu'aujourd'hui 23 sont validés et plus de 20 engagés, ce qui montre le chemin parcouru.

Par ailleurs sur certains sites il y a eu difficulté à faire émerger la structure porteuse et du temps a été pris pour concerter et caler la composition du comité de pilotage de façon à avoir une adhésion des acteurs locaux lors du lancement de la démarche.

Cela a notamment été le cas sur le Lez où le Département s'est positionné pour porter le DOCOB début 2011, après plusieurs années d'échanges notamment avec le Syble.

M. Fraysse, Maire de Montferrier-sur-Lez, s'étonne de ne pas voir sa ville apparaître sur les cartographie présentées.

M. Brochiero, précise que la carte est volontairement imprécise pour en faciliter la lecture, mais que cela ne constitue pas un choix délibéré.

4 - Présentation du Diagnostic écologique, par Bruno Barbanson, Aurelie Clignet (Cabinet Barbanson Environnement) et Laurent Brosse (Aqua-logiq) (voir diaporama de présentation en pièce jointe) -Synthèse des remarques sur la présentation.

Mme Pétard demande à disposer du document de présentation

Mme Vernisse suggère de diffuser les présentations avec le compte-rendu du COPIL.

M. Brochiero fait remarquer que 2 espèces de mollusques, du genre Vertigo, bien que non mentionnées au FSD, présentent une forte patrimonialité. Cependant, elles n'ont pas fait l'objet d'études spécifiques dans le cadre du diagnostic écologique.

Mme Hamza, représentant la DREAL Languedoc-Roussillon, précise que ces espèces n'étaient pas inscrites au FSD, mais elle étaient citées dans le document envoyé aux instances européennes.

M. Brochiero fait remarquer que selon les chroniques de débit du Lez, la sécheresse de 1976 a été beaucoup moins forte dans le sud que dans le nord.

M. Morales note une erreur de frappe sur la présentation qui mentionne un débit recommandé de 300l/H au lieu de 300l/s

Mme Vacquier, directrice du Syble, précise que, sur les débits biologiques, une étude est en cours sur la gestion quantitative sur le bassin versant « Lez-Mosson ».

Ce bassin a été identifié en déficit quantitatif par le SDAGE.

Cette étude, portée par le Syble, et réalisée par le bureau d'étude Ginger, vise à définir les débits minimums biologiques en fonction des espèces présentes. Elle consiste à caractériser le bassin, via un état des lieux, et à modéliser le fonctionnement du bassin.

Le plan de gestion de la ressource sera vu en Commission Locale de l'Eau.

Une autre étude est menée par le BRGM sur le karst Lez pour définir le débit naturel du Lez.

M. Morales indique qu'il est nécessaire de prendre en compte les pompages et les déversoirs sauvages et d'évaluer les réserves de l'aquifère afin de définir précisément jusqu'où les prélèvements peuvent aller.

M. Brosse précise qu'au regard des chroniques, les pompages d'eau ne sont pas conséquents.

M. Cacciaguerra considère qu'il est nécessaire d'être vigilant sur les quantités d'eau prélevées par pompage et de contrôler que les prélèvements ne dépassent pas les limites autorisées par la DUP (2m³/s).

M. Morales note que la Communauté de commune du Pic Saint Loup est également concernée par la ressource en eau du Lez et qui a permis d'alimenter la croissance démographique d'un large bassin de population.

Mme. Pétard propose de réserver ces débats à la CLE du Sage.

Mme Vacquier précise qu'une étude sur le ralentissement dynamique portée par le Syble, est en cours. Elle vise notamment à voir si certaines digues peuvent être enlevées afin de restaurer certaines zones d'expansion de crues, ainsi que des zones humides.

5 - Calendrier prévisionnel et méthodologie d'élaboration du Document d'Objectifs

Mme Pétard rappelle, qu'en tant qu'opérateur, le Département va disposer de 18 mois pour l'élaboration du DOCOB.

Les travaux correspondants seront confiés à un technicien départemental, Vincent Sablain, qui réalisera en régie un plan de communication et le diagnostic socio-économique ; contribuera à l'animation du comité de pilotage et de ses groupes de travail ; supervisera les travaux du prestataire extérieur qui interviendra en assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du DOCOB. L'ensemble des missions de ce prestataire sera précisé dans un cahier des charges.

Le calendrier d'élaboration du DOCOB sera le suivant :

- Juin à décembre 2011 : diagnostic socio-économique ;
- Janvier 2012 : second comité de pilotage (validation des diagnostics) ;
- Janvier à juin 2012 : définition des objectifs de développement durable et des enjeux ;
- Juin 2012 : troisième comité de pilotage (validation des objectifs et des enjeux) ;
- Juillet à décembre 2012 : définition des mesures de gestion, des cahiers des charges et des outils (charte Natura 2000) ;
- Décembre 2012 : quatrième comité de pilotage (validation du Document d'Objectifs).

M. Rocquelin souhaite avoir des précisions sur la réalisation du diagnostic socio-économique.

M. Sablain, technicien en charge de l'élaboration du projet de DOCOB, précise que le diagnostic vise à identifier les activités humaines pouvant avoir un effet sur les habitats naturels et les espèces d'intérêt européen.

Ce diagnostic sera réalisé sur la base d'une étude bibliographique complétée par la réalisation d'entretiens avec les principaux acteurs associés à la démarche de concertation (collectivités, association, agriculteurs....).

A l'issue de cette phase de diagnostics, le travail portera sur la définition des objectifs de développement durable et des orientations de gestion. Ces phases décisionnaires feront l'objet de groupes de travail thématiques auxquels l'ensemble des acteurs sera associé dans un souci de concertation.

M. Suisse, de l'association les Ecologistes de l'Euzière, demande si des expertises complémentaires seront réalisées sur les mollusques et les chiroptères. Ces études apparaissent nécessaires pour définir les objectifs et les actions à mettre en œuvre.

M. Brochiero, indique que ces phases d'acquisition de données complémentaires seront menées une fois le DOCOB réalisé, dans le cadre de sa mise en œuvre. A l'heure actuelle et compte tenu du budget, on peut considérer que les enjeux principaux ont été étudiés.

Ce qui n'a pas été intégré dans le diagnostic fera l'objet d'études complémentaires mentionnées dans les actions du DOCOB.

M. Suisse, regrette que l'étude n'ait été réalisée que sur la base du FSD, lequel n'intègre pas les données sur les chiroptères. Cela implique un défaut de connaissance sur certaines espèces de la « directive habitat ».

M. Brochiero signale que le site du Lez n'a pas été reconnu au moment de son intégration au réseau comme important pour la conservation des chauves-souris. Si des enjeux sont mis en évidence, il faudra les prendre en compte dans le futur. Le site du Lez a été désigné avant tout pour la présence du chabot et de la ripisylve. Il faut donc se concentrer sur les enjeux principaux qui justifient la désignation d'un périmètre.

Mme Hamza précise que les habitats « cascade et seuil à bryophytes et formation de travertin » peuvent faire l'objet d'une expertise complémentaire par le Conservatoire Botanique National qui dispose d'une convention avec la DREAL et ce, afin d'évaluer l'état de conservation de cet habitat.

Mme Salles, de l'Agglomération de Montpellier, demande si la prise en compte des deux espèces de mollusques peut modifier les objectifs de conservation du site.

M. Brosse répond que les habitats de ces espèces sont considérés dans l'étude. La conservation de ces herbiers et des habitats les plus favorables à ces espèces devrait permettre le maintien des espèces de mollusques.

M. Brochiero précise que l'on pourrait envisager des ajustements des mesures de gestion.

Mme Vernisse mentionne que le DOCOB est voué à évoluer et que l'on peut envisager des modifications d'objectifs lors des phases de révision.

M. Sablain précise que le diagnostic écologique sera soumis à validation lors du second Copil et que les membres du comité de pilotage seront amenés, après relecture, à formuler leurs remarques.

Mme Vernisse indique qu'un compte-rendu de la séance sera adressé à chacun avec les diaporamas présentés. Dans un second temps, sera envoyé le CD du rapport définitif du cabinet Barbanson qui a réalisé le diagnostic écologique.

En conclusion, Madame la Présidente remercie les services de l'Etat pour l'accompagnement dans le lancement de la démarche sur le site Natura 2000 « Le Lez ». Elle remercie également l'ensemble des membres du Comité de Pilotage pour leur mobilisation et donne rendez-vous au second comité de pilotage pour la validation des diagnostics et la constitution des groupes de travail.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h

Synthèse des décisions

Est désignée à l'unanimité Présidente du comité de pilotage : Mme Monique Pétard, Vice-présidente du Conseil général de l'Hérault, déléguée à l'environnement, au développement durable et à l'Agenda 21.

Est désignée à l'unanimité structure maître d'ouvrage en charge de l'élaboration du document d'objectifs : le Département de l'Hérault.

**Pour extrait conforme.
La Présidente du COPIL,**



Monique PETARD

Conseillère générale du canton de Montpellier X,
Vice-présidente du conseil général , déléguée à l'environnement, à l'Agenda 21
et au développement durable.